

# Découvrez la prose puante du salopard Riss... de Charlie Hebdo

écrit par Christine Tasin | 24 juillet 2021

21 JUILLET 2021 / N°1513 CHARLIE HEBDO 3

**Édito**



**POUR UN CONFINEMENT QUI DURE MILLE ANS**

**RISS**

La contestation qui monte à l'égard du pass sanitaire pose la question de la contrainte en démocratie, car l'obligation d'en posséder un sur soi pour accéder à certains commerces ou lieux revient à rendre quasi obligatoire la vaccination. Depuis le début de cette épidémie, rien n'a été très clair, et c'est par étapes qu'on a compris lentement cette situation inédite. Fin 2019, la France pensait que cette petite épidémie n'aurait pas plus de conséquences que celle de 2011 avec le H5N1. Et puis non. Ce fut une flambée de contaminations par un virus qui s'est avéré beaucoup plus meurtrier que ce qu'on imaginait et dont rien ne pouvait nous protéger, à part se confiner chez soi. L'arrivée d'un vaccin semblait illusoire, mais, à la stupéfaction générale, il en fut produit un à une vitesse inédite dans l'histoire de la médecine. Ceux qui pensaient avoir trouvé la pierre philosophale avec l'hydroxychloroquine ou qui fabriquaient du gel hydroalcoolique par leurs propres moyens, grâce à des tutos diffusés sur le Net, furent vite oubliés. Après une période de doute, le vaccin se montra efficace, et on a beau retourner le problème dans tous les sens, on ne voit pas d'autres solutions pour permettre à chacun de vaquer à ses occupations, librement et en sécurité. Si quelqu'un a une meilleure proposition à faire, qu'il se lève et nous la donne. Les réticences traditionnelles à l'égard des vaccins, mis au point par des multinationales cotées en Bourse, utilisant des techniques inédites qui ont pu inquiéter, sont vite passées au second plan. Pourquoi? Parce que c'est le seul moyen de ne pas crever. Cette affaire est tout simplement une question de vie ou

**Dans cette crise, le mot « liberté » est mis à toutes les sauces**

de mort. Chaque jour dans le monde, des milliers de cadavres viennent s'empiler sur les millions qui les ont précédés, et il faudrait refuser la seule protection efficace que constitue ce vaccin sous prétexte qu'il aurait l'inconvénient de devenir obligatoire? Comment être à ce point indifférent à la mort des autres, à ces millions d'innocents qui pourrissent au fond des fosses communes de la planète, et protester contre le pass sanitaire et la vaccination? On n'ose imaginer les décisions terribles que les pouvoirs publics devront prendre dans les années à venir quand les effets du réchauffement climatique frapperont avec une violence inouïe les populations du monde. Le pass sanitaire est bien peu de chose à supporter en comparaison de ce qui nous attend.

Face à un tel virus, quelle position peut adopter la puissance publique, dont la mission première est de défendre l'intérêt général et de protéger les citoyens? Les protéger d'une mort injuste car évitable, n'est-ce pas le minimum que l'État doit à ses administrés?

Il est vrai que les raisons de critiquer l'État sont légion, et l'histoire moderne a souvent montré ses limites et ses échecs. Il suffit de lire dans ce numéro le reportage de Fabrice Nicolino sur Donges (Loire-Atlantique) et sa raffinerie pour en avoir un exemple édifiant. Mais la raison impose de ne pas sombrer dans une pensée systématique qui analyse tout de la même façon, de manière quasi pavlovienne: État = autorité = abus de pouvoir = répression = fascisme. Les raccourcis et les amalgames sont si séduisants à faire qu'ils en deviennent grisants, et celui qui les adopte se sent pousser les ailes d'un glorieux défenseur de la liberté contre des forces colossales et, à ses yeux, quasi occultes. Car dans cette crise, le mot « liberté » est mis à toutes les sauces, un mot pris en otage par les populistes, dont les leaders en perte de vitesse se sont affichés à la manifestation de samedi. Pauvre mot « liberté », si puissant et si beau, mis sur le trottoir par ces proxénètes démagogues dans le but d'attirer quelques clients pour renflouer leur crédit électoral en fin de vie. L'autre mot souillé cette semaine fut « résistant », dont se sont parés quelques-uns de ces manifestants. Une restriction momentanée de liberté, comme il en existe à longueur de Code pénal et de Code civil, aurait transformé la France en un nouveau III<sup>e</sup> Reich. Les rescapés des camps et les anciens résistants encore vivants apprécieront de savoir qu'ils se sont battus il y a soixante-quinze ans contre un pass sanitaire qui devait durer mille ans. Et quand ils ne seront plus de ce monde, on tremble à l'idée que demain leur histoire sera dévoyée et récupérée par des opportunistes sans foi ni loi.

Cette mobilisation contre le pass sanitaire peut sembler séduisante, car elle est aussi alimentée par d'autres protestations nourries des injustices sociales et économiques. On peut comprendre cette révolte, mais, pour être audible, elle doit être pensée et organisée, car si elle s'exprime de manière confuse et irrationnelle, elle peut paradoxalement devenir à son tour source d'arbitraire. Et le refus de la vaccination ou du pass sanitaire, avec ses inconvénients, est motivé par des arguments de moins en moins convaincants, et nous éloigne de la justice alors même que leurs supporters sont convaincus du contraire. C'est un dialogue de sourds qui s'installe, encore un, fractionnant un peu plus une société où chacun s'est recroquevillé sur lui-même, vivant dans une forme d'autarcie mentale parfois démultipliée par les réseaux sociaux, et que rien n'est en mesure de remettre en cause. Une sorte de confinement intellectuel dont cette fois personne ne connaît la date de sortie. ●



Édito



## POUR UN CONFINEMENT QUI DURE MILLE ANS

RISS

La contestation qui monte à l'égard du pass sanitaire pose la question de la contrainte en démocratie, car l'obligation d'en posséder un sur soi pour accéder à certains commerces ou lieux revient à rendre quasi obligatoire la vaccination. Depuis le début de cette épidémie, rien n'a été très clair, et c'est par étapes qu'on a compris lentement cette situation inédite. Fin 2019, la France pensait que cette petite épidémie n'aurait pas plus de conséquences que celle de 2011 avec le H5N1. Et puis non. Ce fut une flambée de contaminations par un virus qui s'est avéré beaucoup plus meurtrier que ce qu'on imaginait et dont rien ne pouvait nous protéger, à part se confiner chez soi. L'arrivée d'un vaccin semblait illusoire, mais, à la stupéfaction générale, il en fut produit un à une vitesse inédite dans l'histoire de la médecine. Ceux qui pensaient avoir trouvé la pierre philosophale avec l'hydroxychloroquine ou qui fabriquaient du gel hydroalcoolique par leurs propres moyens, grâce à des tutos diffusés sur le Net, furent vite oubliés. Après une période de doute, le vaccin se montra efficace, et on a beau retourner le problème dans tous les sens, on ne voit pas d'autres solutions pour permettre à chacun de vaquer à ses occupations, librement et en sécurité. Si quelqu'un a une meilleure proposition à faire, qu'il se lève et nous la donne. Les réticences traditionnelles à l'égard des vaccins, mis au point par des multinationales cotées en Bourse, utilisant des techniques inédites qui ont pu inquiéter, sont vite passées au second plan. Pourquoi? Parce que c'est le seul moyen de ne pas crever. Cette affaire est tout simplement une question de vie ou

**Dans cette crise,  
le mot « liberté »  
est mis à toutes  
les sauces**

de mort. Chaque jour dans le monde, des milliers de cadavres viennent s'empiler sur les millions qui les ont précédés, et il faudrait refuser la seule protection efficace que constitue ce vaccin sous prétexte qu'il aurait l'inconvénient de devenir obligatoire? Comment être à ce point indifférent à la mort des autres, à ces millions d'innocents qui pourrissent au fond des fosses communes de la planète, et protester contre le pass sanitaire et la vaccination? On n'ose imaginer les décisions terribles que les pouvoirs publics devront prendre dans les années à venir quand les effets du réchauffement climatique frapperont avec une violence inouïe les populations du monde. Le pass sanitaire est bien peu de chose à supporter en comparaison de ce qui nous attend.

Face à un tel virus, quelle position peut adopter la puissance publique, dont la mission première est de défendre l'intérêt général et de protéger les citoyens? Les protéger d'une mort injuste car évitable, n'est-ce pas le minimum que l'État doit à ses administrés?

Il est vrai que les raisons de critiquer l'État sont légion, et l'histoire moderne a souvent montré ses limites et ses échecs. Il suffit de lire dans ce numéro le reportage de Fabrice Nicolino sur Donges (Loire-Atlantique) et sa raffinerie pour en avoir un exemple édifiant. Mais la raison impose de ne pas sombrer dans une pensée systématique qui analyse tout de la même façon, de manière quasi pavlovienne : État = autorité = abus de pouvoir = répression = fascisme. Les raccourcis et les amalgames sont si séduisants à faire qu'ils en deviennent grisants, et celui qui les adopte se sent pousser les ailes d'un glorieux défenseur de la liberté contre des forces colossales et, à ses yeux, quasi occultes. Car dans cette crise, le mot « liberté » est mis à toutes les sauces, un mot pris en otage par les populistes, dont les leaders en perte de vitesse se sont affichés à la manifestation de samedi. Pauvre mot « liberté », si puissant et si beau, mis sur le trottoir par ces proxénètes démagogues dans le but d'attirer quelques clients pour renflouer leur crédit électoral en fin de vie. L'autre mot souillé cette semaine fut « résistant », dont se sont parés quelques-uns de ces manifestants. Une restriction momentanée de liberté, comme il en existe à longueur de Code pénal et de Code civil, aurait transformé la France en un nouveau III<sup>e</sup> Reich. Les rescapés des camps et les anciens résistants encore vivants apprécieront de savoir qu'ils se sont battus il y a soixante-quinze ans contre un pass sanitaire qui devait durer mille ans. Et quand ils ne seront plus de ce monde, on tremble à l'idée que demain leur histoire sera dévoyée et récupérée par des opportunistes sans foi ni loi.

Cette mobilisation contre le pass sanitaire peut sembler séduisante, car elle est aussi alimentée par d'autres protestations nourries des injustices sociales et économiques. On peut comprendre cette révolte, mais, pour être audible, elle doit être pensée et organisée, car si elle s'exprime de manière confuse et irrationnelle, elle peut paradoxalement devenir à son tour source d'arbitraire. Et le refus de la vaccination ou du pass sanitaire, avec ses inconvénients, est motivé par des arguments de moins en moins convaincants, et nous éloigne de la justice alors même que leurs supporters sont convaincus du contraire. C'est un dialogue de sourds qui s'installe, encore un, fractionnant un peu plus une société où chacun s'est recroquevillé sur lui-même, vivant dans une forme d'autarcie mentale parfois démultipliée par les réseaux sociaux, et que rien n'est en mesure de remettre en cause. Une sorte de confinement intellectuel dont cette fois personne ne connaît la date de sortie. ●

Rien à dire. Rien à ajouter. Ce sale type se discrédite tout seul. Macron l'a payé combien ? Que lui a-t-il promis, comme aux journalistes de BFM et compagnie ?